
Comité du budget, des finances et de l'administration

**RÉVISION DE CERTAINS ARTICLES DU RÈGLEMENT FINANCIER
DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

1 CONTEXTE

1.1. L'article 4 du Règlement financier dispose que le Comité du budget, des finances et de l'administration (CBFA) réexaminera le Règlement financier de l'Organisation mondiale du commerce au moins tous les quatre ans.

1.2. L'article 4 indique en outre que seul le Conseil général est habilité à modifier le Règlement financier, sur recommandation du CBFA.

1.3. Le Règlement financier de l'Organisation mondiale du commerce actuellement en vigueur est reproduit dans le document WT/L/156/Rev.3 daté du 27 février 2015. Une révision doit donc avoir lieu.

2 ARTICLES DU RÈGLEMENT FINANCIER DONT LA RÉVISION EST PROPOSÉE

2.1. À sa réunion du 30 avril 2019, le Comité a examiné le texte reformulé des articles 4, 17, 19, 23, 27, 28, 29, 37, 38 et 42 du Règlement financier, présenté dans le document WT/BFA/W/478. Le CBFA a approuvé le texte révisé des articles 4, 17, 37, 38 et 42, et a demandé des modifications du texte proposé pour les articles 19, 23, 27, 28 et 29. Le Comité est convenu d'examiner le texte modifié à sa réunion prévue le 17 juin 2019.

2.2. Le tableau 1 du document WT/BFA/W/485 présente la reformulation actualisée des articles 19, 23, 27, 28 et 29 du Règlement financier. En outre, une reformulation de l'article 26 est incluse pour indiquer que le CBFA est l'organe qui fera une recommandation au Conseil général au titre de l'article 26 b) du Règlement financier, ce qui clarifie aussi l'article 27 b).

TABLEAU 1 – ARTICLES DU RÈGLEMENT FINANCIER QU'IL EST PROPOSÉ DE REFORMULER

ARTICLE	REFORMULATION PROPOSÉE DE CERTAINS ARTICLES
19	<p>Le Directeur général peut accepter des contributions volontaires, des dons ou des donations des Membres de l'OMC et des observateurs à condition qu'ils soient offerts à des fins compatibles avec les principes, les buts et les activités de l'OMC et que l'acceptation des contributions qui entraînent, directement ou indirectement, des obligations financières supplémentaires pour l'OMC ait l'assentiment du Comité. Le Comité sera informé de toutes les contributions volontaires qui entraînent l'établissement d'un nouveau fonds d'affectation spéciale. Des directives concernant ce processus de notification sont énoncées dans l'annexe C.</p> <p>Les contributions volontaires, les dons ou les donations provenant de donateurs non gouvernementaux sont soumis aux directives additionnelles énoncées dans l'annexe D.</p> <p>Les sommes acceptées à des fins spécifiées par le donateur sont considérées comme des fonds d'affectation spéciale. Des frais d'administration standard jusqu'à concurrence de 13% peuvent être imputés au titre des dépenses directes à la charge des fonds d'affectation spéciale pour les services de soutien assurés par le Secrétariat. Le taux des frais d'administration standard peut être réduit lorsqu'il est fait appel à des partenaires d'exécution et que cela est précisé dans l'accord signé avec le donateur. Le Fonds de soutien aux programmes recouvre les frais d'administration auprès de tous les fonds d'affectation spéciale et paie les dépenses engagées pour soutenir les activités des fonds d'affectation spéciale. Le Fonds de soutien aux programmes remet également au Secrétariat de l'OMC un montant représentant 10% de ses dépenses qui est comptabilisé à titre de recettes diverses.</p> <p>Les sommes acceptées à des fins non spécifiées sont considérées comme des recettes diverses et sont inscrites comme "dons" dans les comptes de l'exercice.</p> <p>Les sommes qu'un membre du personnel reçoit à titre de rétribution dans l'exercice de ses fonctions sont remises à l'Organisation et portées au crédit du Fonds d'entraide du personnel de l'OMC.</p> <p>Sauf disposition contraire, ces contributions volontaires, dons ou donations sont administrés conformément au présent Règlement financier.</p>
23	<p>a) Le résultat budgétaire est défini comme la somme des contributions dues et des recettes diverses projetées, moins la somme des dépenses effectives et des recettes diverses effectives.</p> <p>b) Les dépenses effectives ne prennent pas en compte les variations des provisions actuarielles afférentes aux engagements à long terme liés aux pensions du personnel et à l'assurance santé après la cessation de service si ces éléments ne sont pas compris dans le budget approuvé.</p> <p>c) Le résultat budgétaire annuel est mentionné dans le rapport sur les résultats financiers de l'OMC. Le Directeur général formule des recommandations spécifiques au Conseil général, par l'intermédiaire du Comité, pour la réaffectation de l'excédent budgétaire annuel à une partie spécifique des fonds propres de l'OMC, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Fonds de roulement; ou ii) réserves. <p>d) La somme du résultat budgétaire de l'exercice et des ajustements en application des normes IPSAS, y compris les provisions actuarielles afférentes aux pensions et à l'assurance santé après cessation de service, détermine le résultat financier en fin d'exercice de l'OMC.</p>

ARTICLE	REFORMULATION PROPOSÉE DE CERTAINS ARTICLES
	<p>e) Si, à la fin de l'exercice, le résultat financier est positif, le Directeur général fait des propositions au Comité au sujet de son utilisation qui peut revêtir les formes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) inscription en tant que recettes dans le budget du prochain exercice applicable suivant celui au cours duquel l'excédent est enregistré, ce qui permet de réduire les contributions des Membres; ii) transfert au Fonds de roulement; iii) transfert au compte d'excédent/de déficit; ou iv) affectation à toute autre fin décidée par le Conseil général. <p>f) Si, à la fin de l'exercice, le résultat financier affiche un solde négatif, celui-ci est transféré au compte d'excédent/de déficit.</p>
26	<p>Le Directeur général est autorisé à prélever sur le Fonds de roulement à titre d'avances:</p> <p>a) les sommes qui peuvent être nécessaires à l'exécution du budget lorsque les contributions n'ont pas encore été recouvrées;</p> <p>b) dans des circonstances exceptionnelles et sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil général sur la base d'une recommandation du Comité, les sommes qui peuvent être nécessaires pour financer des engagements concernant des dépenses extraordinaires.</p>
27	<p>a) Les sommes prélevées à titre d'avances en vertu de l'article 26 a) sont remboursées au Fonds de roulement dès que les recettes provenant des contributions sont disponibles à cette fin.</p> <p>b) La reconstitution des sommes prélevées à titre d'avances en vertu de l'article 26 b) nécessitera une décision du Conseil général sur la base d'une recommandation du Comité.</p>
28	<p>Le Conseil général peut rembourser la totalité ou une partie des sommes constituant le Fonds de roulement que si les fonds propres de l'OMC affichent un solde positif. Si ces sommes proviennent de montants versés au Fonds de roulement au titre de l'article 24 a), elles sont remboursées aux Membres qui ont contribué au Fonds de roulement, au prorata de leurs parts respectives dans le Fonds de roulement.</p>
29	<p>Sous réserve d'une décision du Conseil général, et seulement si les fonds propres de l'OMC affichent un solde positif, les pays ou territoires douaniers distincts qui, pour quelque raison que ce soit, cessent d'être Membres de l'OMC ont droit au remboursement du montant total de la part qu'ils ont versée au Fonds de roulement au titre de l'article 24 a), pour autant qu'ils aient honoré tout engagement qui leur est imputable.</p>

3 RECOMMANDATION

3.1 Le Comité invite le Conseil général à approuver le Règlement financier de l'Organisation mondiale du commerce, qui sera reproduit dans le document WT/L/156/Rev.4, avec des révisions spécifiques apportées aux articles 4, 17, 19, 23, 26, 27, 28, 29, 37, 38 et 42.

ANNEXE C
DIRECTIVES DU SECRÉTARIAT DE L'OMC POUR LA RÉCEPTION
ET LA NOTIFICATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

- Conformément à l'engagement pris de rationaliser les procédures pour la notification, l'approbation, la mise en œuvre et les rapports concernant les contributions volontaires, le Directeur général a approuvé les directives ci-après qui visent à améliorer la transparence et la cohérence du traitement de toutes les contributions volontaires. Ces procédures seront appliquées en stricte conformité avec l'article 19 du Règlement financier.¹
- Dans le cas d'annonces de contributions formelles faites en vue de la création future d'un ou de plusieurs fonds, ces annonces seront notifiées aux Membres à des fins de transparence. Lorsque la création d'un fonds sera effectivement proposée pour donner suite à une annonce, celui-ci sera notifié en tant que tel, conformément aux directives ci-après.
- Toutes les contributions volontaires seront soumises à l'examen du Directeur général et pourront être acceptées s'il estime qu'elles sont "... offert[es] à des fins compatibles avec les principes, les buts et les activités de l'OMC".
- Pour l'examen de la contribution volontaire offerte, le Directeur général recevra l'opinion de la Division de l'administration et des services généraux (AGSD) sur le point de savoir si la contribution entraînerait des obligations financières directes ou indirectes pour l'OMC.
- En cas d'avis positif du Directeur général sur le financement offert, et après réception de l'opinion de l'AGSD, une notification sera transmise dans les moindres délais au Comité du budget, des finances et de l'administration (CBFA) pour examen.
 - Dans les cas où la contribution volontaire n'entraîne pas d'obligations financières supplémentaires, le CBFA sera informé dans les 14 jours suivant la réception par le Directeur général de l'opinion de l'AGSD et tout Membre qui le souhaite pourra exprimer son avis.
 - Dans les cas où la contribution volontaire entraîne des obligations financières directes ou indirectes, la notification sera soumise pour examen et assentiment par le CBFA dans les 14 jours suivant la réception par le Directeur général de l'opinion de l'AGSD.
- Le Secrétariat notifiera en détail tous les fonds d'affectation spéciale issus de contributions volontaires et fournira aux Membres qui en feront la demande les documents justificatifs.
- La notification relative au fonds d'affectation spéciale décrira:
 - les objectifs du fonds d'affectation spéciale;
 - les bénéficiaires prévus (si précisé);
 - la stratégie de mise en œuvre;
 - les résultats concrets prévus;
 - le montant du financement consacré au fonds d'affectation spéciale;
 - la durée prévue;
 - les partenaires de mise en œuvre identifiés; et
 - les points de contact au Secrétariat pour le fonds d'affectation spéciale.

¹ Article 19: "Le Directeur général peut accepter des contributions volontaires, des dons ou des donations des Membres de l'OMC et des observateurs à condition qu'ils soient offerts à des fins compatibles avec les principes, les buts et les activités de l'OMC et que l'acceptation des contributions qui entraînent, directement ou indirectement, des obligations financières supplémentaires pour l'OMC ait l'assentiment du Comité. Les contributions volontaires, les dons ou les donations provenant de donateurs non gouvernementaux sont soumis aux directives additionnelles énoncées dans l'annexe C."